

**Franck MARLIN**  
Député de l'Essonne  
Maire d'Étampes

Paris, le 18 octobre 2016

Monsieur le Premier ministre,

Cette nuit, à Paris, une centaine de policiers de l'Essonne, rejoints par 400 autres policiers venus de toute l'Île-de-France, ont exprimé leur mécontentement à l'entrée de l'hôpital Saint-Louis, où est toujours hospitalisé l'adjoint de sécurité grièvement blessé le 8 octobre par un jet de cocktail Molotov à Viry-Châtillon. Le cortège s'est ensuite rendu sur les Champs-Élysées où ils ont fait entendre leur « ras le bol général », un sentiment partagé par la très grande majorité des Français.

Cette manifestation interpelle et pose questions. Elle est inquiétante aussi.

Certes, mardi dernier, dans l'hémicycle, vous avez rendu hommage à ces policiers du quotidien qui protègent nos compatriotes.

Outre la création de postes supplémentaires, vous avez également annoncé de nouvelles mesures pour sécuriser les véhicules et les équipages de patrouilles générales intervenant en zones sensibles, parmi lesquelles des films anti-caillassage sur les véhicules, voire des blindages dans certains cas, et des tenues intégralement ignifugées.

Mais ces dispositifs existent déjà. De tels films sont apposés, il suffit de les doubler. Les tenues ignifugées peuvent être commandées depuis le 1<sup>er</sup> septembre dernier, mais elles sont réservées qu'à certains policiers. De surcroît, je note les difficultés évoquées par certains policiers qui indiquent devoir acheter, sur leurs fonds personnels et à la demande de leur administration, des équipements professionnels.

Par ailleurs, soulignant le retard considérable pris dans ce domaine, vous avez annoncé un effort supplémentaire porté sur les crédits immobiliers, en les augmentant de 15 %, afin de financer la construction ou la rénovation de commissariats, dont ceux de Saint-Denis, Corbeil-Essonnes et Grigny.

Pour avoir échangé sur ce sujet avec vous à l'issue des questions au gouvernement, vous savez que celui d'Étampes doit également faire l'objet d'une reconstruction, et j'ai d'ailleurs sollicité sur votre invitation un entretien avec Monsieur le ministre de l'Intérieur.

Mais au-delà des moyens, humains, matériels et immobiliers, force est de constater que le malaise au sein de la Police nationale est beaucoup plus grand.

Nous avons, hier, dépassé le stade de la grogne. Leur colère est profonde. Le fait qu'elle s'exprime en dehors de toute organisation syndicale en témoigne d'autant plus.

Une reconnaissance insuffisante ; le sentiment d'inutilité face à des sanctions judiciaires inexistantes ou faibles à l'égard de ceux qui n'ont cessé de défier l'autorité républicaine de plus en plus violemment ; un statut qui, notamment, ne leur permet pas de réagir, avec responsabilité et en état de légitime défense, aux actes d'agression : telles sont, également, les raisons qui fondent leur exaspération.

En tant que député, mais aussi en tant que maire, je mesure depuis plusieurs années, et plus encore dans ce contexte de lutte contre le terrorisme qui démultiplie les contraintes pesant sur les forces de l'ordre, à quel point ce mal-être et ce mécontentement sont grandissants.

Si, comme je l'ai souligné lors de ma question à Monsieur le ministre de l'Intérieur, nous avons tous une part de responsabilité à assumer, la détérioration rapide voire exponentielle de la situation et des conditions dans lesquelles les policiers exercent leurs missions est extrêmement préoccupante.

Nous atteignons, comme ce mouvement nocturne l'illustre, un point de rupture et nous ne pouvons qu'être particulièrement inquiets quant aux conséquences potentielles à venir, y compris au sein de la société française.

Incontestablement, la priorité gouvernementale doit donc être donnée aux réponses concrètes et surtout utiles à leur apporter, car nous avons dépassé le stade de l'urgence.

Vous remerciant de m'indiquer quelles mesures seront prises en ce sens, et de votre obligeance,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de ma haute considération.

*Bien Cordialement*



Franck MARLIN

Monsieur Manuel VALLS  
Premier ministre  
Hôtel de Matignon  
57, rue de Varenne  
75700 PARIS

FM/JSC/1610